

*Initiatives ministérielles*

• (1640)

Depuis quelques années, quand je parle aux gens, je note qu'ils s'inquiètent beaucoup des hausses d'impôts. Ils sont très préoccupés du coût de la vie qui est très élevé dans notre société, que ce soit à cause de l'impôt sur le revenu, de la nouvelle taxe sur les produits et services ou des taxes imposées par le biais de l'accise.

Comme nous le savons, les hausses d'impôts répétitives ont permis d'aller puiser de l'argent dans les poches du consommateur canadien, mais elles ont augmenté ses coûts de 50, 60 ou même 70 p. 100 depuis huit ans.

Cela représente un problème de taille pour les Canadiens, qui traversent des temps difficiles. Ils regardent l'argent qu'ils consacrent aux impôts en disant: «Mais, c'est beaucoup trop!»

Je suis le déroulement de la campagne à la direction du Parti conservateur et j'en conclus que nous avons un problème. Tout le monde dit: «Nous pouvons mettre un terme aux dépenses supplémentaires du Canada. Nous pouvons stopper ces énormes hausses d'impôts. Nous pouvons ralentir la croissance de la dette et du déficit.»

À mon avis, la situation empire depuis huit ans. Tous les Canadiens en parlent partout, aussi bien chez eux qu'à l'extérieur. C'est donc le pays tout entier qui doit s'attaquer au problème.

Ces impôts excessifs poussent finalement beaucoup de Canadiens habituellement respectueux des lois à acheter des articles qui ne devraient pas se vendre. Les impôts ne devraient pas être aussi élevés. Je crois que c'est une autre cause de la criminalité au Canada.

Pour tenter de remédier aux problèmes relatifs à la santé, à la criminalité, au coût excessif des cigarettes et aux impôts, nous envisageons une série de mesures législatives différentes qui semblent pourtant manquer d'uniformité.

Quand je pense à mes collègues d'en face, qui ont préconisé l'interdiction de l'usage de la cigarette, ou encore au député néo-démocrate, je suppose qu'ils vont prendre des mesures pour interdire l'usage de la cigarette au Canada. Il y aura alors du ressentiment, car on choisit vraiment de fumer au Canada.

Nous devons veiller aux intérêts de tous les Canadiens de façon équitable. Je doute qu'en taxant beaucoup la cigarette comme nous le faisons et en adoptant des lois comme celles que nous envisageons, nous nous attaquons au cœur du problème. Encore une fois, il faudrait s'en prendre aux impôts et à l'application des lois.

Je suis d'accord pour qu'on interdise l'entrée illégale de cigarettes au Canada et qu'on punisse ceux qui s'y adonnent. Je crois que ce sont des mesures positives. Il reste toutefois que nous passons à côté du vrai problème, qui réside dans les impôts excessifs.

[Français]

**M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre):** Monsieur le Président, j'ai écouté les discours de mes collègues en cette Chambre concernant l'industrie du tabac et le reste. Évidemment, on pourrait en parler longuement. On sait qu'on voudrait freiner la publicité qui s'adresse aux jeunes et qui est faite par les compagnies manufacturières de cigarettes; on voudrait freiner l'usage de la cigarette en général, c'est sûr, mais on a le libre choix, et s'il y en a qui veulent fumer, il n'y a pas grand-chose qu'on peut faire.

Il faut cependant regarder un autre élément. Depuis quelque temps, l'industrie du tabac est devenue un élément criminel de notre société. Pourquoi sommes-nous rendus dans cette situation? Parce que, depuis quelques années, il y a eu une augmentation épouvantable de taxes sur le tabac et les cigarettes, jusqu'au point où—et, vous le savez, c'est la goutte qui a fait déborder le verre—les taxes étant tellement élevées, la contrebande a commencé. Donc, les taxes excessives ont créé une industrie de contrebande.

Mon collègue de Toronto m'a dit que le gouvernement fédéral avait perdu, l'an passé, au-delà de 750 millions de dollars.

• (1645)

Donc les taxes ont créé une industrie de contrebande, et la façon logique de régler le problème, c'est de couper les taxes, ne serait-ce que pour une année ou deux, que l'on puisse stabiliser, et ainsi voir comment faire cesser ce commerce de contrebande et empêcher la criminalisation de cette industrie.

Monsieur le Président, des représentants de ma région sont venus discuter de ce problème, dont M. Denis Savard en particulier. Les arguments de ce dernier étaient logiques et relevaient du gros bon sens.

Donc il faudrait réduire les impôts sur la cigarette, ne serait-ce que de façon temporaire, pour empêcher ce commerce de contrebande et ainsi empêcher cette criminalisation de l'industrie de la cigarette. Actuellement, c'est le problème. Donc faisons face à ce problème, et ensuite on pourra trouver des moyens de mettre fin à l'élément de contrebande.